



**PRÉFET  
DES HAUTES-  
PYRÉNÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE  
L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral encadrant les travaux de purge du versant Est de la  
carrière à la suite de l'accident de tir de mines du 22 février 2022**

**n° 65-2022-06-07-00001**

**Société SOCLI**

**Commune d'IZAOURT**

**LE PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES,**

**Vu** le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.511-1, L.512-20, L.514-8 et L.171-8-I ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Rodrigue FURCY en qualité de préfet des Hautes-Pyrénées ;

**Vu** le décret du 30 janvier 2020 portant nomination de Mme Sibylle SAMOYAUULT en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°65-2020-12-28-002 du 28 décembre 2020 portant délégation de signature à Mme Sibylle SAMOYAUULT, secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

**Vu** l'arrêté du 6 mai 1995 relatif aux aérodromes et autres emplacements utilisés par les hélicoptères ;

**Vu** la circulaire du 6 mai 1995 relative aux hélistations et hélisurfaces ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2003-69-1 du 10 mars 2003, autorisant la S.A. « SOCLI » à exploiter une carrière de calcaire aux lieux-dits « Le Boscq », « L'Espujos », « Le Prat de Bach » et « L'Escale » sur la commune d'IZAOURT ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2004-327-7 du 22 novembre 2004, modifiant les articles 1, 25 et 26 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2003-69-1 du 10 mars 2003 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 65-2016-11-04-017 du 4 novembre 2016, modifiant l'arrêté préfectoral n° 2003-69-1 du 10 mars 2003, autorisant la SA « SOCLI » à exploiter une carrière de calcaire et de dolomies et une installation de traitement de matériaux aux lieux-dits « Le Boscq » et « L'Escale » commune d'IZAOURT ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 65-2018-12-28-008 du 28 août 2008 modifiant l'arrêté préfectoral complémentaire n°65 2016-11-04-017 du 4 novembre 2016, autorisant la S.A.S. SOCLI à exploiter une carrière de calcaire et de dolomies, et une installation de traitement de matériaux aux lieux-dits « Le Boscq » et « L'Escale » commune d'IZAOURT ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 65-2022-01-24-0001 du 24 janvier 2022, à l'arrêté

préfectoral n° 2003-69-1 du 10 mars 2003 autorisant l'exploitation d'une carrière de calcaire par la société SOCLI sur le territoire de la commune d'IZAOURT ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n° 65-2022-03-04-00001 du 4 mars 2022 ;

**Vu** la déclaration de l'exploitant informant l'inspection des installations classées d'un accident de tir survenu le 22 février 2022 à 12h06 sur la carrière qu'il exploite sur la commune d'Izaourt ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 31 mai 2022 transmis à l'exploitant par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 31 mai 2022, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Considérant** que le tir de mines du 22 février 2022 a projeté en dehors du périmètre de la carrière des blocs rocheux qui par leurs dimensions et leurs poids représentent des dangers graves et imminents pour la sécurité publique ;

**Considérant** les éléments transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées par courriels des 11 et 20 mai 2022 et les conclusions de la réunion de concertation du 23 mai 2022 en Sous-Préfecture de Bagnères-de-Bigorre ;

**Considérant** que l'article L.512-20 du code de l'environnement susvisé dispose que : « En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente. » ;

**Considérant** que les mesures de sécurisation en place ne permettent pas de prévenir de façon pérenne tout risque de chute des blocs rocheux projetés dans le versant Est de la carrière à la suite de l'accident de tir du 22 mars 2022 et qu'il convient en conséquence de purger ces blocs rocheux dans les meilleurs délais ;

**Considérant** que ces travaux à caractères d'urgence ne permettent pas la consultation de la commission départementale de la nature, des paysages, et des sites en formation spécialisée « carrière » ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : Consistance**

La société SOCLI, ci-après nommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 2 quartier Castans à IZAOURT (65370) et qui exploite la carrière de calcaire aux lieux-dits « Le Boscq », « L'Espujos », « Le Prat de Bach » et « L'Escale » sur la commune d'IZAOURT, est autorisée à réaliser les travaux de restauration du versant Est de la carrière selon les dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 : Mise en sécurité**

Préalablement au démarrage des travaux, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il prévoit notamment, en concertation avec les gestionnaires des voiries, toutes les mesures préventives de sécurisation des voies exposées aux risques de chutes de blocs rocheux. En complément, Il s'assure de prendre toutes les mesures utiles à la protection des populations et des habitations exposées lors des travaux de purge. Les ouvrages de protection sont positionnés et dimensionnés sur la base d'études géotechniques et sous la responsabilité de l'exploitant.

Le retrait ponctuel ou permanent des mesures de protection prévues est soumis à une procédure de vérification de fin de chantier. Cette procédure prévoit notamment, un compte rendu formalisé concluant favorablement à la levée des mesures de protection ou de sécurisation.

L'ensemble des éléments techniques, autorisations, procédures et comptes-rendus en relation avec les travaux de purge sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 3 : Pétardage des masses rocheuses**

Dans le cadre des travaux de purge, par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de mesures d'urgences du 4 mars 2022 susvisé, l'exploitant est autorisé à réaliser, dans le périmètre de la carrière, des opérations de pétardage des seuls blocs rocheux à purger qui le nécessitent. Il réalise ces opérations dans le respect des conditions prévues pour l'abattage des matériaux de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2003 modifié susvisé et des dispositions réglementaires en la matière. L'exploitant assure l'information des riverains et des communes concernées de ces opérations.

### **ARTICLE 4 : Hélicoptage**

Les opérations d'hélicoptage et l'usage d'une hélisurface au sein de la carrière peuvent être réalisées, pour les seules opérations visées par le présent arrêté et pendant les heures ouvrables du site. Cette autorisation est donnée, sous réserve du respect des dispositions réglementaires visées par le présent arrêté et, le cas échéant, après déclaration ou obtention des autorisations requises. En outre, l'exploitant s'assure que le plan de vol respecte les éventuelles contraintes régissant les zones de protection de l'avifaune. A défaut l'exploitant doit obtenir l'autorisation préalable auprès des autorités concernées.

Durant les opérations d'hélicoptage, aucune autre activité en dehors de celles strictement nécessaires aux-dites opérations ne sera autorisée dans la carrière.

### **ARTICLE 5 : Échéancier et calendrier d'intervention**

L'exploitant s'assure que les travaux respectent l'échéancier prévisionnel joint en annexe. En cas de décalage, il en informe le préfet en justifiant les causes et en proposant un nouvel échéancier.

Les travaux de purge imposant la mise en sécurité prévue à l'article 2, sont autorisés sur la même période (jours et horaires) que celle fixée par l'arrêté de fermeture des routes délivré par le conseil départemental des Hautes-Pyrénées et le conseil départemental de Haute-Garonne.

Pour les autres travaux, l'exploitant respecte les horaires prévus par l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2003 susvisé.

### **ARTICLE 6 : Compte-rendu des travaux réalisés**

À l'issue des travaux et dans un délai ne dépassant pas un mois, l'exploitant transmet au préfet des Hautes-Pyrénées, un compte rendu des travaux réalisés, justifiant de la restauration du versant Est de la carrière, de la remise en état des dispositifs de sécurisation (pare-blocs) et de l'absence de risques résiduels liés aux conséquences de l'accident de tir de mines du 22 février 2022.

### **ARTICLE 7 : Sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 8 : Délais et voies de recours**

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau, soit par courrier : 50 – Cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex, soit par l'application informatique « Télérécourse » accessible sur le site <https://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

1. par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code susvisé dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

#### **ARTICLE 9 : Mesures de publicité**

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'Izaourt en vue de l'information des tiers ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché par les soins du maire d'Izaourt dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois ;
- Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture des Hautes-Pyrénées pour une durée de 4 mois.

#### **ARTICLE 10 : Exécution, notification**

- Mme la Secrétaire Générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,
- M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL),
- M. le Maire de la commune d'Izaourt,

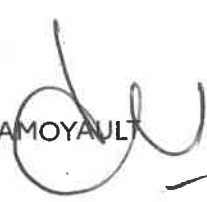
sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées et dont copie sera transmise :

- pour notification à l'exploitant, la société SOCLI ;
- pour information à Mme la Sous-Préfète de l'arrondissement de Bagnères de Bigorre

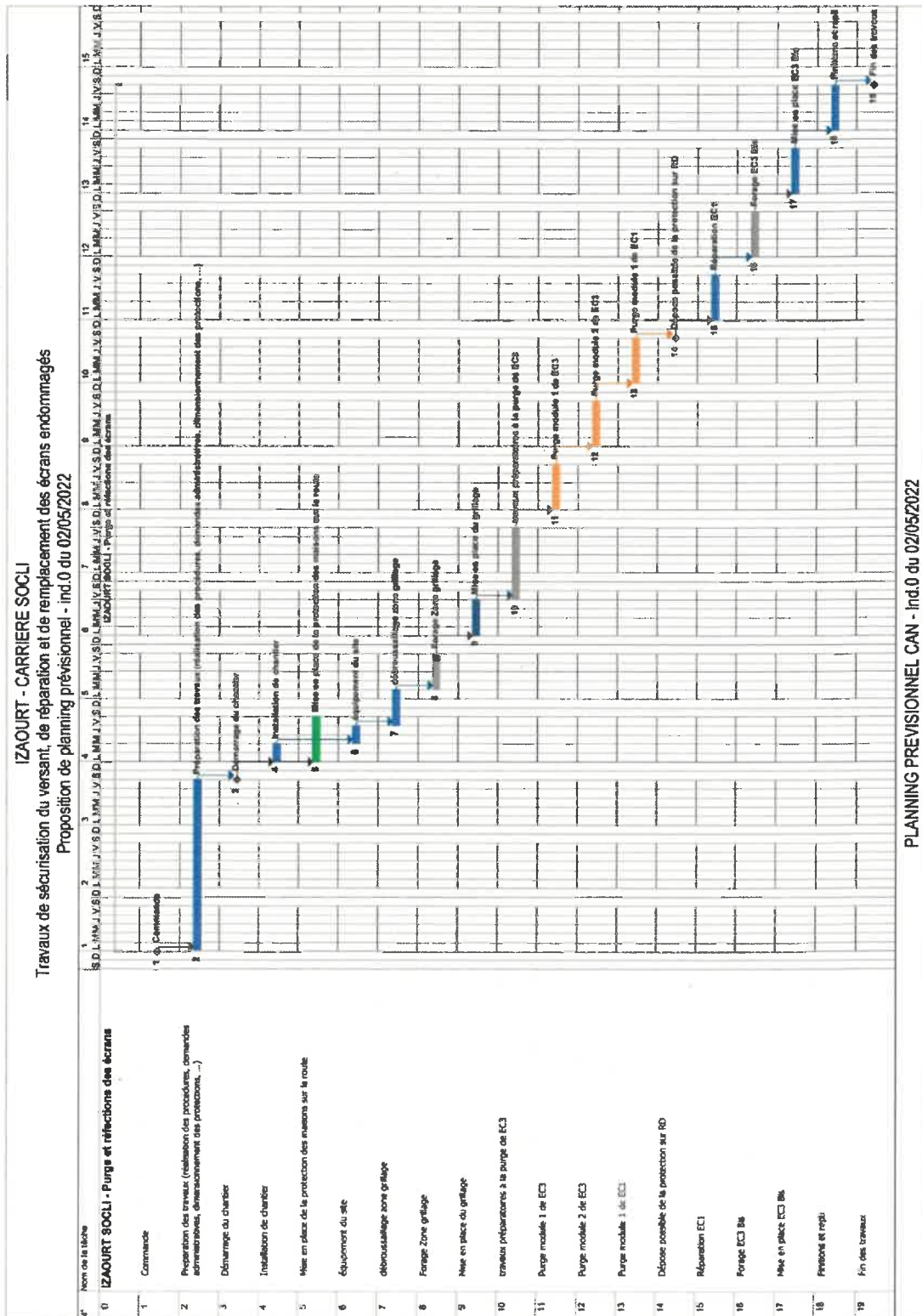
*Tarbes le . - 7 JUIN 2022*

Pour le Préfet, et par délégation,  
La Secrétaire Générale,

Sibylle SAMOYAUULT



# ANNEXE



Pour le Préfet et par délégation,  
 La Secrétaire Générale

Sibylle SAMOYAUULT